

L'historiographie de l'Italie contemporaine [Leo Valiani]

Autor(en): **Ribi, Giulio**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **20 (1970)**

Heft 1/2

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

man von England die Zusicherung, daß ein Putsch gegen Hitler nicht zu einem militärischen Schlag ausgenutzt werde.

Kritisch wurde die Lage im Oktober und November 1939, als der Angriff im Westen unmittelbar bevorstand und die Opposition mit allen Mitteln versuchte, Franz Halder, den Generalstabschef, und Walter von Brauchitsch, den Oberbefehlshaber des Heeres, zum Handeln zu bringen. Halder trat für ein Attentat ein und ließ durch Groscurth Putschpläne ausarbeiten, andere wollten Hitler nur gefangennehmen. In Denkschriften lehnten die drei Heeresgruppenchefs Leeb, Bock und Rundstedt die Angriffspläne ab, auch Brauchitsch war am 5. November noch einmal bei Hitler, der dabei drohte, er werde das OKH zerschlagen. Halder verlor die Nerven und gab den Befehl, sämtliche Spuren der Verschwörung zu tilgen; er war im folgenden nicht mehr zum Attentat bereit. Erich Kordt wollte sich aber eine Bombe verschaffen und war bereit, sie am 12. November, dem Tag des geplanten Angriffs, einzusetzen. Die Witterung erlaubte keinen Angriff; der günstigste Zeitpunkt zum Losschlagen war damit auch für die Opposition vorbei. England wie Belgien und Holland waren durch die ständigen Verschiebungen, über die sie durch mehrere Kanäle orientiert wurden, irritiert und begannen zu zweifeln. Ende Januar 1940 schied Groscurth aus dem OKH aus. Etwa zur gleichen Zeit brachte Müller aus Rom die britische Antwort, die für Deutschland überraschend günstig lautete. Dieser «X-Bericht» läßt sich zwar nicht mehr eindeutig rekonstruieren, aber Österreich und die Sudetengebiete schien man bei Deutschland belassen zu wollen, vielleicht auch weitere deutschsprachige Gebiete im Osten. Noch einmal bemühte sich Oster, das OKH zum Handeln zu bewegen, als der Angriff auf Norwegen bevorstand. Aber die Generäle waren nicht mehr bereit, etwas Entscheidendes zu unternehmen, und nach dem Beginn des Westfeldzugs waren die Westmächte nicht mehr geneigt, der Opposition auf halbem Wege entgegenzukommen. In Deutschland war es nun klar, daß nur ein Attentat den Sturz des Regimes einleiten konnte. Deutsch übersieht einen gewissen Dilettantismus des Widerstandes nicht, wendet sich aber entschieden gegen die These Wheeler-Bennetts und Namiers, wonach der Kampf der Opposition nur ein Zusammenprall verschiedener Meinungen war über die Konzeptionen, mit denen der Krieg zu gewinnen sei. Das Register ist sehr detailliert, aber in vielen Fällen fehlen die Vornamen!

Luzern

Kurt Büchi

LEO VALIANI, *L'historiographie de l'Italie contemporaine*. Version française par Maurice Chevallier. Genève, Droz, 1968. In-8°, 170 p. (Coll. «Travaux d'histoire éthico-politique», vol. XVII).

Dans la vie contemporaine de notre pays, il n'y a manifestement aucune proportion entre l'immense rôle économique et social de l'Italie et son rayonnement culturel. La production historiographique italienne, en parti-

culier, y est assez peu connue. Cette regrettable disproportion a certainement des causes multiples, quoique les difficultés linguistiques soient souvent prédominantes et constituent un obstacle d'autant plus grave que nous ne pouvons pas nous targuer d'une activité de traduction de l'italien en français ou en allemand comparable à celle que les Italiens, après une longue période de repli sur eux-mêmes, exercent désormais en sens contraire. Il faut donc savoir gré à Giovanni Busino d'avoir promu la traduction en français d'un ouvrage qui nous porte d'emblée au centre des problèmes et des débats provoqués par l'étude d'une période de l'histoire politique italienne qui nous touche de près. Il s'agit en effet du rapport sur la production historiographique italienne des vingt années après 1945 relative à l'Italie entre 1870 et 1915 que Leo Valiani a présenté en 1967 au 1^{er} congrès national italien des sciences historiques.

L'étude critique des débuts du Royaume d'Italie a longtemps été délaissée à cause de la préférence accordée par les historiens italiens aux grandes luttes du Risorgimento et du décalage entre les rêves héroïques de ce dernier et la piètre réalité du régime qu'il engendra. La recherche d'une explication à ce décalage finit pourtant par entraîner une révision des jugements portés antérieurement sur le Risorgimento même. D'après Valiani, c'est des débats sur la nécessité de cette révision que naquirent les problèmes posés par l'histoire du Royaume d'Italie. Avant de nous présenter son bilan, Valiani nous rappelle opportunément, dans la préface et le premier chapitre, la conjoncture intellectuelle qui, dans l'Italie de 1945, présida au renouveau des études historiques sur ce sujet. En effet, ceux qui à cette époque réexaminèrent l'histoire du Royaume d'Italie d'avant la première guerre mondiale ne purent pas ignorer le travail accompli par toute une série d'historiens de valeur, parmi lesquels il faut évoquer Croce, Volpe, Salvemini et Gramsci. Benedetto Croce, reconnu dès le début du siècle comme le plus grand philosophe, historien et critique littéraire contemporain d'Italie, avait exercé une immense influence sur la culture italienne. Valiani constate que «ses conceptions (de l'histoire) devinrent un patrimoine commun de la plupart des historiens et des intellectuels les plus jeunes et les plus ouverts» (p. 13). Croce avait en particulier publié, en 1927, d'un point de vue libéral et en opposition implicite au régime fasciste, une histoire de l'Italie de 1871 à 1915 qui s'était affirmée comme l'ouvrage le plus important et le plus complet sur cette période. Gioacchino Volpe, passé du libéralisme à travers le nationalisme au fascisme, avait été placé par le régime mussolinien à la tête du plus grand institut historique italien, où il avait joué en quelque sorte le rôle d'antagoniste officiel de Croce. Lui aussi avait écrit un ouvrage d'ensemble sur la période en question; toutefois, après la Libération, celui-ci était tombé dans l'oubli. Gaetano Salvemini avait été le premier grand «révisionniste» de l'histoire du Risorgimento, mais, s'étant aussi signalé par son opposition irréductible au fascisme, il avait dû prendre le chemin de l'exil et n'avait pu exercer qu'une influence clandestine et réduite sur les historiens italiens avant la fin de la dictature.

Antonio Gramsci enfin, chef du Parti communiste italien, auquel Valiani reconnaît une nature d'«authentique et génial philosophe et historien» (p. 14), avait dû méditer sur le Risorgimento en prison, où il resta enfermé depuis 1926 jusqu'en 1937, à quelques jours de sa mort. La connaissance de ses réflexions se répandit, on s'en douta, seulement après 1945 et contribua à la naissance d'une historiographie politique de caractère marxiste en Italie.

Une fois évoquées ces prémisses aux recherches historiques dans l'Italie du dernier après-guerre, plusieurs possibilités se présentaient évidemment au prof. Valiani pour amorcer son rapport. Il faut bien reconnaître qu'il n'a pas voulu se limiter à un simple inventaire du travail accompli. Il a même préféré éviter un schéma trop rigide pour pouvoir signaler à son aise, et en partant de préférence de questions et de problèmes historiques, à la fois le travail accompli et les recherches qui restent à faire ainsi que les difficultés ou même les dangers que celles-ci impliquent. A personne n'échappera ce que cette formule a de stimulant à la discussion. Il est à regretter à ce propos que le promoteur de la traduction ait renoncé à nous relater les débats que Valiani a suscités au congrès même des historiens italiens.

L'auteur examine d'abord les reproches adressés par Gramsci à la gauche du Risorgimento de n'avoir pas été «jacobine» et, tout en tenant compte d'une part des circonstances dans lesquelles ce dernier mûrissait ses réflexions et constatant de l'autre que sa critique ne poursuit pas uniquement des fins politiques mais a des racines dans le passé et pose une série de problèmes réels à l'historiographie, il démontre aisément que dans l'Italie unie le jacobinisme n'était pas possible, du fait qu'une action vraiment révolutionnaire de la gauche en 1860 aurait présupposé une évolution du mouvement révolutionnaire italien différente de celle qui a eu lieu après 1834.

Il s'arrête plus brièvement à l'accusation de Gramsci contre Croce d'avoir joué un rôle antisocialiste, insère ce dernier dans le front plus ample de ceux qui s'opposèrent à la montée du parti représentant les aspirations de la classe ouvrière et se demande si les socialistes et Gramsci même ne portent pas une part des responsabilités de cette aversion de la classe intellectuelle à leur égard.

Valiani porte ensuite son attention sur le débat relatif aux facteurs qui ont permis le financement des infrastructures de l'Italie unie et sa transformation, dans l'espace d'une trentaine d'années, en un pays relativement moderne. Il attribue à l'absence de statistiques sûres et détaillées l'impossibilité de trancher la question, tout en penchant vers la thèse de Romeo, selon laquelle c'est surtout l'agriculture qui finança ces infrastructures. Quant au développement industriel, qui commença en 1896, il hésite à faire siennes les motivations de Romeo et incline plutôt vers la thèse de Gerschenkron, qui voit les facteurs déterminants dans l'augmentation des prix sur le marché mondial et dans l'afflux de capitaux allemands, mais n'accepte pas ses critiques au protectionnisme tout en les examinant avec soin. Il souligne d'ailleurs avec raison la nécessité d'étudier le sort de ceux qui portèrent le poids des sacrifices exigés par la

construction de l'Etat moderne, c'est-à-dire des travailleurs comme classe sociale et du Mezzogiorno comme région.

Valiani est assez laconique sur la classe dirigeante, faute probablement de recherches historiographiques suffisantes. Au fil de la révocation des principaux événements historiques, son attention est par contre attirée par les hommes de gouvernement dont deux, Crispi et surtout Giolitti, font l'objet d'une étude plus détaillée. Dans ces pages, les problèmes posés par les faits et les personnages retiennent plus qu'ailleurs l'attention de l'auteur et les références à l'historiographie deviennent parfois marginales.

Les trois derniers chapitres sont dédiés à l'historiographie des mouvements socialiste, catholique et nationaliste. Le premier est développé plus largement que les deux derniers, et Valiani, qui y est particulièrement à son aise, s'efforce plus qu'en d'autres circonstances d'acheminer les historiens italiens dans le sens des grands courants de l'historiographie européenne. C'est en effet dans cette adaptation insuffisante aux tendances de l'historiographie internationale qu'il voit, dans une conclusion riche en références aux objectifs qui restent à atteindre, une des faiblesses fondamentales de l'historiographie italienne la plus récente.

Berne

Giulio Ribi

DANIEL FREI, *Dimensionen neutraler Politik. Ein Beitrag zur Theorie der Internationalen Beziehungen*. Genf, Droz, 1969. 236 S. (Etudes et Travaux de l'Institut universitaire des Hautes Etudes internationales, No 8.)

Auf den ersten Blick mag es scheinen, an Literatur über die Neutralität herrsche bei uns kein Mangel. Doch sind die meisten Werke zu diesem Thema vorwiegend historisch und ausschließlich auf schweizerische Verhältnisse ausgerichtet. Daniel Frei stellt sich eine umfassendere Aufgabe: er versucht, «alle Möglichkeiten neutraler Politik festzustellen und die Art und Weise, in der diese Möglichkeiten zueinander stehen, klarzulegen». Der Autor entwickelt also eine Theorie der Neutralität; aber er beschränkt sich nirgends auf das Abstrakte, sondern er belegt seine Thesen mit einer derartigen Fülle von Beispielen, daß er eine Phänomenologie neutraler Politik liefert. Dabei spielt er auf einer historischen Klaviatur, welche von den italienischen Kleinstaaten des Quattrocento über die Kabinettskriege des Dixhuitième bis zu den beiden Weltkriegen unseres Jahrhunderts und bis zur heutigen Staatenwelt Südamerikas, Asiens und Afrikas reicht. Vermutlich war es bisher nur wenigen Schweizern bewußt, daß es außerhalb der Eidgenossenschaft so viele Neutrale und Neutralitätsprobleme gab und gibt.

Daniel Frei geht aus von der Frage, was unter Neutralität zu verstehen sei (etwa in Abgrenzung zu den Begriffen Neutralismus oder Nonengagement), und unter welchen Bedingungen neutrale Politik in der Praxis möglich sei. Vermag beispielsweise eine Großmacht auf die Dauer echte Neutralitätspoli-